



UCLG

Le Réseau Mondial des Villes,
Gouvernements Locaux et Régionaux

Groupe de Travail Proche et Moyen Orient

au sein de la Commission Diplomatie des Villes de Cités et Gouvernements Locaux Unis

La délégation internationale des gouvernements locaux met les recommandations pour les « municipalités syriennes frontalières » à l'ordre du jour du bureau exécutif de CGLU.

Une catastrophe humanitaire se déroule actuellement en Syrie. On estime que le conflit, qui a éclaté il y a deux ans, a déjà coûté la vie à plus de 100 000 personnes. Plus de 4 millions de syriens ont également quitté leur foyer. De nombreux réfugiés sont accueillis dans les pays voisins, c'est-à-dire en Turquie, au Liban, en Jordanie et en Irak. Les conséquences de cette tragédie humaine sont immenses. Les collectivités frontalières font face à une énorme pression.

En mars, une délégation composée d'élus locaux français, turcs et néerlandais, d'experts membres des associations de gouvernements locaux canadiens, néerlandais, français et turcs ainsi que de représentants de la section Moyen-Orient Asie de l'Ouest de CGLU s'est rendue dans certaines collectivités frontalières confrontées à l'arrivée massive de réfugiés en Turquie, Jordanie et au Liban. Cette initiative, qui s'est déroulée sous l'égide du groupe de travail Moyen-Orient de CGLU, a été prise par Kadir Tobpas, Président de CGLU.

La délégation a rencontré des élus locaux et régionaux, des représentants du gouvernement central, des représentants d'ONG mais également des représentants de la communauté syrienne. Après avoir exprimé sa solidarité au nom de la communauté internationale des gouvernements locaux, l'équipe a eu l'occasion d'évaluer comment les gouvernements locaux des trois pays frontaliers à la Syrie font face au flux de réfugiés.

La délégation a observé que, dans les trois pays, la population syrienne déplacée met sous une forte pression les collectivités proches des camps, notamment au Liban et en Jordanie. Dans certains cas, les réfugiés sont aussi nombreux que la population locale, ce qui a un impact sur les services de bases délivrés, notamment la distribution d'eau, les services sanitaires, la collecte des déchets, la santé et l'éducation. L'important travail fait par les Nations Unies et les organismes non-gouvernementaux ne peut pas et ne doit pas remplacer les responsabilités des autorités locales. Néanmoins, un soutien envers ces autorités est essentiel si l'on veut préserver la stabilité sociale. Dans ce cadre, la délégation a formulé les principales recommandations suivantes auprès du Bureau exécutif de CGLU, qui c »est reunit les 5 et 6 juin 2013 :

il est recommandé que CGLU et la communauté internationale des gouvernements locaux fassent preuve de solidarité et apportent urgemment un soutien aux collectivités affectées en Turquie, Jordanie, au Liban et en Syrie à travers les actions suivantes :

- Faire un effort particulier afin d'attirer l'attention des leaders mondiaux (les Nations Unies, les Etats de la Ligue Arabe, l'Union Européenne, les gouvernements nationaux et locaux, la communauté non gouvernementale et le secteur privé) sur la gravité de la situation humanitaire et plaider pour la fin du conflit.
- Appeler les membres pour reassigner les ressources vers les collectivités affectées et les communautés d'accueil à travers la coopération décentralisée notamment :
 - Un soutien financier/budgétaire ;
 - Un soutien technique : gérer et délivrer les services essentiels tels que l'eau et l'assainissement, la gestion des déchets, l'éducation et des services de santé ; mettre en place une stratégie de communication ; développer les partenariats et la coopération.
 - Un soutien matériel : fournir des pompes à eau, des ambulances, des camions pompiers et anti-incendie, des camions-bennes et des conteneurs, des véhicules de transport, et du matériel de production d'électricité.
- Un appel spécifique aux membres de CGLU afin de contribuer financièrement à un Fonds de Soutien d'Urgence aux Autorités Locales qui sera géré par un consortium composé de VNG International, FCM, CUF, CGLU-MEWA et l'Union des Municipalités de Turquie, et qui financera des projets concrets (basés sur les besoins décrits ci-dessus) améliorant les conditions de vie des habitants des collectivités locales affectées par le conflit (VNG International, FCM et CUF ont pris part à la mission et travaillent ensemble à un programme conjoint pour la reconstruction des municipalités en Haïti).
- De façon générale, encourager les membres à coopérer pour développer et financer des programmes de soutien.
- Prioriser le soutien au Liban et en Jordanie, plus spécifiquement, envers Kab Elias et les municipalités environnantes (Vallée de la Bekaa, Liban) et les camps de Al Za'atari et Azraq (Mafraq, Jordanie).
- Soutenir les appels à soutien financier de ces programmes que les organisations lanceront à l'attention des tiers, notamment les institutions multilatérales.
- Soutenir l'Union des Municipalités de Turquie pour renforcer ses capacités de soutien envers ses membres affectés par des catastrophes naturelles ou humaines (10 depuis 2004).
- Promouvoir la coopération entre les autorités libanaises, les agences des Nations Unies et les ONGs.
- Établir ou maintenir le contact avec les municipalités syriennes qui auront besoin d'aide lors de la reconstruction et, sur le long terme, pour le développement d'un système démocratique de gouvernance locale.

Dans un même temps, en vue d'une meilleure coordination pour une réponse rapide de soutien aux gouvernements locaux déchirés par un désastre, il est recommandé que CGLU :

- Continuer d'encourager ses membres à collaborer pour le développement et le financement de programmes d'assistance humanitaire post-désastre et de reconstruction orientés vers les collectivités locales.
- Mobiliser pour la mise en place d'un « Protocole de réponse d'urgence » (de CGLU) pour améliorer et guider l'assistance aux collectivités affectées par de

futurs désastres naturels ou humains assurant un soutien et des résultats de toutes les sections régionales de CGLU.

- Mandate le Comité de Coopération au Développement et Diplomatie des Villes et ses groupes de travail pour étudier la faisabilité d'un centre de préparation et de réponse aux désastres pour les collectivités locales, afin d'aider les collectivités à minimiser les conséquences d'une catastrophe, d'optimiser la réponse et la reconstruction post-désastre. Un rapport spécifiant la faisabilité et le mandat sera soumis au Bureau exécutif.

Pour plus d'informations contacter Simoné Giovetti (s.giovetti@cites-unies-france.org) en charge du secrétariat du groupe Moyen-Orient de CGLU à Cités Unies France.